

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité Administrative  
Bât A  
24016 Périgueux

Périgueux, le 18/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE COFELY)**

18 RUE THOMAS EDISON  
33610 Canéjan

Références : DD/UbD24-47/153/2025  
Code AIOT : 0003100650

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE COFELY) implanté 68-70 RUE BERTRAN DE BORN 24000 Périgueux. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE COFELY)
- 68-70 RUE BERTRAN DE BORN 24000 Périgueux
- Code AIOT : 0003100650
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENGIE Energie Service exploite une installation de combustion d'une puissance nominale totale de 14 MW.

Cette installation se compose:

- d'une chaudière biomasse de 3.5 MW
- de 2 chaudières gaz de 4.5 et 3 MW (ce sont des chaudières d'appoint)

L'installation de combustion a pour objectif d'alimenter un réseau de chaleur sur la commune de Périgueux.

L'exploitation dispose d'une preuve de dépôt n°2016/16 du 2 février 2016 concernant la déclaration initiale d'une ICPE relevant du régime de la déclaration pour ces installations.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Combustion

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contrôle périodique (optionnel)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Sans objet
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
4	Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	principale		
5	Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2	Sans objet
6	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
7	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Sans objet
8	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV	Sans objet
9	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV	Sans objet
11	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V	Sans objet
12	Evaluation de la conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI	Sans objet
13	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
14	Efficacité énergétique(optionnel)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont bien tenues.

Toutefois, les derniers résultats des rejets atmosphériques n'ont pas été comparés par rapport aux bonnes valeurs limites d'exploitation (VLE) définies dans l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n°2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910.

L'organisme agréé a utilisé des VLE applicables jusqu'au 31/12/2024 alors que les mesures ont été réalisées en février 2025. C'est donc les VLE applicables à partir du 01/01/2025 qui auraient du être utilisées.

Malgré tout les résultats sont conformes.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-

115EtR.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li> <li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li> <li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations exploitées par la société Engie Energie Services sont bien inscrites au registre MCP conformément à la Directive MCP (installations de combustion de taille moyenne). Elle exploite 3 chaudières : une biomasse et 2 au gaz d'une puissance totale de 14.1 MW.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

Prescription contrôlée :

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...]  
Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.  
Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

Constats :

L'exploitant exploite les installations suivantes:

Nom de l'appareil	N° de conduit	Type d'appareil	Puissance de l'appareil (MW)	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées	Durée de fonctionnement annuel
Chaudière bois A G R O F O R S T	BEIRENS	AVR50C chaudière verticale à 3 parcours de tubes de fumées	3,5 MW	2018	Plaquettes forestières	Multi cyclone Electrofiltre	24h/24 hors période d'arrêt technique
Chaudière gaz n°1	BEIRENS	GUILLOT LRR54	4,5 MW		Gaz naturel		chaudière d'appoint
Chaudière gaz n°2	BEIRENS	GUILLOT LRR52	3 MW		Gaz naturel		chaudière d'appoint

L'exploitant ne peut pas indiquer la durée de fonctionnement annuel des chaudières au gaz. Par défaut, pour les points de contrôle suivant, l'inspection considérera que les chaudières fonctionnent plus de 500 h dans l'année.

L'exploitant passe par une centrale d'achat (SOVEN) pour s'approvisionner en plaquettes

forestières. Les plaquettes forestières réceptionnées par l'exploitant proviennent d'Alliance Forêt bois, BNE, PAPREC et DUBOIS.  
Lors de la réception du combustible, si celui-ci est non conforme (par échantillonnage), le camion est refusé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Contrôle périodique(optionnel)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Vérification de la réalisation du contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".

Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

**Constats :**

Le dernier contrôle périodique a eu lieu le 3/12/2019.

Le contrôle suivant aurait dû avoir lieu avant le 3/12/2024.

L'exploitant a présenté un bon de commande du 9/02/2024 à destination de l'organisme de contrôle Bureau Véritas sollicitant son intervention. Le jour de l'inspection, ce dernier ne s'était pas encore déplacé sur le site.

L'organisme de contrôle aurait signalé à l'exploitant qu'il ne se déplacerait pas tant qu'il y aurait des travaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra faire passer un organisme de contrôle pour la réalisation du contrôle périodique.

Si l'organisme mandaté refuse de se déplacer, l'exploitant devra contacter un nouvel organisme pour réaliser le contrôle périodique de ces installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.
<b>Constats :</b>  L'établissement ne dispose pas d'appareil identifié comme appareil de combustion de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe et pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.
<b>Constats :</b>  L'établissement ne dispose pas d'appareil identifié comme appareil de combustion de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de référence
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une



teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport 2025 suite aux mesures des émissions atmosphériques réalisées du 13 au 14 février 2025. Les concentrations des paramètres recherchés sont exprimées en mg/Nm3 Gaz sec à 6% d'O <sub>2</sub> pour la chaudière biomasse et en mg/Nm3 Gaz sec à 3% O <sub>2</sub> pour les chaudières gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : VLE Chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Existantes + nouvelles - Ptotale > 5 MW - < 500 h/an
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;</li> </ul> Polluants : SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> ) / NO <sub>x</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> ) / Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> ) Biomasse solide : 225 / 525 (5) / 50 Autres combustibles solides : 1 100 / 550 (10) / 50 Fioul domestique : - / 150 (8) (12) / - Fioul Lourd : P < 10 MW : 1 700 / 550 (9) / 50 (11) P ≥ 10 MW : 1 700 / 450 (1) (4) (9) / 50 (11) Autres combustibles liquides : P < 10 MW : 850 / 550 / 50 P ≥ 10 MW : 850 / 450 / 50 Gaz naturel, Biométhane : P < 10 MW : - / 100 (2) (8) / - P ≥ 10 MW : - / 100 (3) (6) (7) (13) / - Gaz de pétrole liquéfiés : 5 / 150 (8) / -  Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm <sup>3</sup> ) (1) Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO <sub>x</sub> : 550 (2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO <sub>x</sub> : 150 (3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO <sub>x</sub> : 150 (4) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO <sub>x</sub> : 500 (5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014. NO <sub>x</sub> : 750 (6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO <sub>x</sub> : 225 (7) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO <sub>x</sub> : 150 (8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO <sub>x</sub> : 225

- (9) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NOx : 600  
 (10) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NOx : 825  
 (11) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. Poussières : 100  
 (12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NOx : 200  
 (13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NOx : 120

#### Constats :

Le dernier contrôle périodique des rejets à l'atmosphère ayant eu lieu en février 2025, les résultats obtenus doivent être comparés aux VLE applicables à partir du 1er janvier 2025.

La synthèse des résultats est donc la suivante:

Paramètres	Chaudière biomasse	V L E chaudière biomasse	chaudière gaz 1	chaudière gaz 2	V L E chaudière gaz	Conformité
S O <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	0.292	200			-	oui
N O <sub>x</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	283	300	69.4	83	100	oui
Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	15.4	30			-	oui
C O (mg/Nm <sup>3</sup> )	240	250	45	0	100	oui

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 8 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE dioxine (chaudière) Combustible solide (dont biomasse)

#### Prescription contrôlée :

Les installations utilisant un combustible solide respectent la valeur limite suivante :  
 - en dioxines et furanes : 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>.

#### Constats :

La concentration en dioxines et furanes de la chaudière biomasse a été mesurée le 13 février 2025.

La concentration mesurée est de 0.012 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>.

La VLE est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM (chaudière) Combustible biomasse Déclarée après 01/01/1998

Prescription contrôlée :

Les installations déclarées après le 1er janvier 1998 utilisant de la biomasse respectent les valeurs limites suivantes :

- en composés organiques volatils hors méthane (exprimés carbone total) : 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

Constats :

La concentration en COVnM de la chaudière biomasse a été mesurée le 13 février 2025.

La concentration mesurée est de 6.14 mg/Nm<sup>3</sup>.

La VLE est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.

Constats :

L'exploitant a transmis des différents rapports relatif aux mesures des émissions atmosphériques:

- Mesures des émissions atmosphériques - Chaufferie 2020 (chaudière biomasse, gaz et cogénération)

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesures des émissions atmosphériques - Campagne 2024 (chaudière biomasse)</li> <li>• Mesures des émissions atmosphériques - 2025 - Annuel - biomasse + chaudière gaz 1 et 2</li> </ul> <p>Les éléments transmis laissent supposer que la périodicité des contrôles périodiques n'est pas respectée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un contrôle périodique régulier des installations de combustion dont la fréquence ne doit pas dépasser 2 ans.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Mesure périodique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.</p> <p>Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport a été établi par Bureau Veritas Exploitation localisé à Pessac (33). Toutefois, l'organisme agréé a sous-traité certains paramètres à d'autres laboratoires:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les dioxynes et les furanes ont été recherchées par le laboratoire EUROFINs GfA Lab Services GmbH situé à Hambourg</li> <li>• Les poussières et le SO<sub>2</sub> ont été recherchés par EUROFINs ANALYSES DE L'AIR SAS localisé à Saverne</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Evaluation de la conformité aux VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
<b>Constats :</b>  Les valeurs limites d'émission sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Système de traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.
<b>Constats :</b>  La chaudière biomasse est équipée d'un multicyclone et d'un électrofiltre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Efficacité énergétique(optionnel)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un rapport concernant le contrôle périodique de l'efficacité énergétique réalisé le 18/12/2024. Le contrôle a permis de démontrer les rendements suivants: chaudière biomasse: rendement de 90.4% pour 80% minimum chaudière gaz n°1: rendement de 90.4% pour 90% minimum

chaudière gaz n°2: rendement de 91.7% pour 90 % minimum
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite